

L'ACCOMPAGNEMENT À DISTANCE! SUBSIDIAIRES DES SUBSIDIAIRES...?

A observer la stratégie mise en œuvre par les organisations syndicales, on ne peut que ressentir un malaise. Tout est fait pour, sur le plan politique, dédouaner les institutions européennes et leurs «domestiques» de la «gauche» plurielle.

En quelque sorte, on demande aux militants syndicaux de se faire les subsidiaires des subsidiaires! Bien évidemment, le MEDEF, avec la complicité active de la C.F.D.T. joue pleinement son rôle de bouc émissaire. De ce point de vue, les processions organisées le 25 janvier sont particulièrement illustratives de la subordination des dirigeants syndicaux aux institutions européennes et au gouvernement. On comprend que JOSPIN ait cru devoir «saluer les manifestations du 25 JANVIER!!!».

Mais, peut-être, cette tactique a-t-elle été élaborée dans ce fameux «Comité de Dialogue Social» dont JOSPIN avait dit qu'il faisait des syndicalistes «des co-législateurs»!!!

Cela étant, il nous faut bien constater que les néo-staliniens font école, que nous sommes en pleine «stimulation critique». Dans ces conditions, pas étonnant que certains trouvent, maintenant beaucoup de charme à la fréquentation des «cocos» ou des «cosaques» qui, il est vrai, on l'a vu lors du récent carnaval de Nice jouent pleinement leur rôle de chiens de garde des institutions totalitaires qui, à l'échelle européenne, se mettent progressivement et apparemment inexorablement, en place.

Bien entendu, aujourd'hui comme hier, le premier devoir des militants syndicalistes est de défendre, en toutes circonstances, les intérêts de leurs mandants. Pour autant, cela ne saurait justifier la participation à des opérations contraires aux intérêts de nos mandants. C'est ainsi que je juge, pour le moins contestable, le fait d'avoir estimé devoir participer aux manifestations du 25 janvier.

Il est vrai que dans une interview à l'AFP, le 25 janvier, Marc Blondel fixe l'orientation. A la question: «Estimez-vous que le gouvernement est aujourd'hui dans l'obligation d'intervenir pour débloquer la situation sur les retraites complémentaires, et peut-on éviter une négociation élargie à l'ensemble du système des retraites?»,

il répond :

«le gouvernement se trouve maintenant dans une situation délicate. Par son coup de force, le MEDEF le contraint à dégager une jurisprudence sur les prélèvements qui, rappelons-le, sont généralisés. Il reste évident que, ce faisant, Il confirmera ou infirmera la retraite à 60 ans, ce qui est un problème politique».

Il faut admettre que, ce faisant, à sa façon, il participe à la manipulation des «masses» orchestrées par les chiens de garde des institutions liberticides de Bruxelles.

Cela étant, il ne faut pas se méprendre. Je n'ai jamais caché que j'estimais que le débat entre «réformistes» et «révolutionnaires», avait parfois un caractère superficiel. Le mot «réformiste» comme beaucoup de vocable, a été utilisé de manière partisane par les tenants du corporatisme (et pas seulement par eux). De ce point de vue, je dois préciser que je ne confonds pas «réformistes syndicaux» et «socio-démocrates».

On ne peut toutefois oublier que les camarades se réclamant du courant réformiste font parfois preuve d'une certaine naïveté et ont tendance à penser que les problèmes peuvent se régler par de bons rapports personnels. Ce qui est évidemment absurde.

Pour prendre un exemple récent, je n'oublie pas que certains s'étaient imaginés que Martine Aubry et Jospin ne donneraient pas leur agrément à l'accord CFDT/MEDEF sur l'UNEDIC ... Il leur a fallu déchanter!

Mais il nous faut bien constater que depuis 1982 nous allons de recul en recul. Pour autant, il ne faut surtout pas céder au découragement. Ceux des militants ouvriers véritablement soucieux de préserver l'indépendance de classe de leurs organisations doivent se regrouper. Il leur faut, sans sectarisme mais avec fermeté, dire la vérité, il y va de nos libertés et de nos conditions matérielles d'existence.

De ce point de vue, on ne peut que se féliciter de la renaissance, à Nantes, du Groupe *Fernand Pelloutier*, qui a décidé d'inscrire son action dans le cadre national de l'U.A.S. et de se réunir tous les quinze jours. On peut espérer que cet exemple sera suivi ailleurs. Dans la situation actuelle, il s'agit d'une nécessité absolue.

Alexandre HÉBERT.

LA PÉDAGOGIE LIBERTAIRE...

«Notre disposition à devenir des créateurs, la développe-t-on consciencieusement, ou ne nous traite-t-on que comme des créatures dont la nature n'admet qu'un dressage?»
Max STIRNER.

S'il est un discours qui fait actuellement recette, c'est bien celui qui claironne que l'École de Jules Ferry est dépassée. Les «modernes» prônent une École développant de vagues compétences en lieu et place des connaissances objectives. Il est bien évident qu'une telle institution n'a nullement vocation à promouvoir des hommes libres mais plutôt à former (conformer?) la main d'œuvre, les «ressources humaines», dont ont besoin les entreprises. Ce qui ne manque pas de surprendre, c'est que nombreux sont les chantres de cette École au service du marché (parmi lesquels on rencontre des politiques, des «intellectuels», des journalistes mais également certains syndicalistes) qui se revendiquent des penseurs de l'éducation intégrale libertaire (1).

Avant d'étudier l'œuvre théorique et pratique de ces pédagogues anarchistes et ainsi rétablir quelques vérités, corriger certaines idées reçues, levons sans attente une ambiguïté. Indéniablement, l'École Publique bâtie par Jules Ferry est une institution bourgeoise. C'est tout simplement un fait historique. La classe dominante, à la charnière des XIX^{ème} et XX^{ème} siècle, a besoin de développer l'instruction du peuple, et ce, pour deux raisons essentielles.

La première est des plus pragmatiques. La révolution industrielle, le développement technique entraîne pour les entreprises un besoin croissant de travailleurs qualifiés. Les mutations technologiques, toujours plus fréquentes, nécessitent des capacités d'adaptation aux nouvelles conditions de production et donc un socle élémentaire de connaissances relativement conséquent.

La seconde raison est davantage idéologique. La bourgeoisie, classe révolutionnaire ayant conquis le pouvoir tout juste un siècle auparavant, doit combattre l'Église catholique qui n'a pas encore fait son deuil de l'Ancien Régime. Si cette même Église se mettra bientôt au service de la bourgeoisie capitaliste, elle reste à ce moment un ennemi à combattre. Comment lutter plus efficacement contre l'obscurantisme et la superstition catholique qu'en éclairant le peuple, en l'instruisant?

S'il est vrai que tout en assurant une instruction élémentaire à tous, l'École de la III^{ème} République était, de par sa fonction d'institution bourgeoise, fortement élitiste, et qu'à ce titre elle fut justement critiquée par les militants socialistes et anarchistes de l'époque, il n'en reste pas moins que le mouvement ouvrier re-

(1) Nous emploierons indifféremment les adjectifs libertaire et anarchiste. Notons, cependant, que le terme libertaire est plus philosophique et fait référence à la notion, à l'idéal de liberté absolue. Il est donc approprié à l'éducation intégrale. L'anarchisme est davantage un projet politique rejetant tout pouvoir: religieux, étatique, etc... Mais, il va de soi que tout libertaire conséquent est également anarchiste.

vendiquait haut et fort le droit à l'instruction. Que l'on songe à l'œuvre de Pelloutier qui affirmait que ce qui manque à l'ouvrier est «*la science de son malheur*» et qui contribua à ce que chaque Bourse du travail ait en son sein une bibliothèque et que des cours du soir pour les ouvriers y soient organisés. Il ne serait pas venu à l'idée de nos grands anciens de confondre en une même critique l'institution scolaire et la culture encyclopédique, par exemple. Encyclopédisme que d'aucuns, de nos jours, se plaisent à décrire comme un empilement stérile de connaissances alors que le projet de Diderot et d'Alembert était, tout au contraire, d'organiser de façon cohérente le lien entre les différents champs disciplinaires.

Ce n'est évidemment pas la notion même de connaissance qui fut critiquée par les pédagogues libertaires mais son mode de transmission considéré comme aliénant et inégalitaire. Si certains anarchistes se sont fourvoyés en distinguant une littérature bourgeoise et une littérature prolétarienne, nul ne s'est enthousiasmé pour le lyssenkisme. La plupart des penseurs libertaires se situent dans une perspective humaniste héritée de la Renaissance et des Lumières qui appréhende le savoir comme libérateur en soi, il ne peut devenir aliénant et enjeu de pouvoir que s'il devient la propriété exclusive d'une classe sociale. C'est pourquoi à la division entre l'enseignement classique, intellectuel, réservé à la bourgeoisie et l'enseignement manuel ou technique, apanage du prolétariat, les expériences d'enseignement libertaires opposèrent l'éducation intégrale. Nombreuses furent ces expériences, menées pour la plupart au début du XX^{ème} siècle, parmi lesquelles on peut distinguer, pour leur cohérence et leur influence, *La Ruche* de Sébastien Faure, L'Orphelinat de Cempuis de Paul Robin ou l'École Moderne de Francisco Ferrer. Ou y dispensait une éducation intégrale et rationnelle.

Intégrale en ce sens où l'on s'efforce de développer toutes les facultés de l'enfant, tant intellectuelles que physiques, manuelles, artistiques ou morales. Dans le but de former des êtres complets, un tel projet trouve ses racines dans le courant anarchiste individualiste pour qui l'homme libre est un homme complet ayant su œuvrer à son plein épanouissement en tant qu'individu. On peut également relever une influence certaine de la pensée maçonnique qui, en travaillant au perfectionnement de l'individu, œuvre à l'amélioration de la société, ce qui n'a rien de surprenant si l'on sait qu'à l'instar de Francisco Ferrer, Sébastien Faure ou Élisée Reclus, nombreux furent les précurseurs de la pédagogie intégrale à être francs-maçons. Processus que Reclus résume de façon imagée dans une lettre à M^{elle} Gerando datée du 1^{er} janvier 1882:

«Au-dedans de chacun se trouve notre propre idéal, ce que j'appellerai le héros intérieur, et c'est lui qu'il importe de révéler et de faire grandir en lui laissant son caractère original» (2).

L'éducation intégrale se voulait une réponse à la division capitaliste du travail (et donc de la formation) entre le travail manuel et travail intellectuel. Solution intéressante mais non dénuée d'ambiguïté et qui entraîna certaines dérives obscurantistes. Tout d'abord, le terme d'éducation morale est-il compatible avec la liberté individuelle? La morale étant, par essence, subjective, un enseignement peut-il être autrement que normatif? N'est-il pas plus judicieux d'instruire l'enfant, d'éveiller son esprit critique afin qu'il soit, une fois adulte, apte à se forger sa propre morale? Certes, dans l'esprit de ces pédagogues révolutionnaires, il s'agissait d'enseigner - ou plus exactement de faire prendre conscience à leurs élèves, de quelques règles simples de respect d'autrui et de soi-même propre à une vie en société harmonieuse. Mais que penser de telles phrases tirées d'un manuel de morale:

«N'avons-nous pas nous-mêmes le plus touchant modèle de l'héroïsme patriotique dans notre Jeanne d'Arc (...) Le suicide est, lui aussi, une violation criminelle de la loi de justice et de respect de la personnalité humaine. Nous n'avons pas plus de droit sur notre vie que sur la vie d'autrui (...). La propriété existe et a toujours existé chez tous les peuples (...). Toute richesse est le produit du travail (...). L'inégalité des richesses s'explique par l'inégalité des aptitudes et de la valeur du travail, par le droit d'échange et de transmission, conséquence du droit de propriété(...). Le capital et le travail se complètent l'un l'autre, ils sont également indispensables l'un à l'autre: ils ont même nature et même origine (...).» (3).

On pourrait multiplier les exemples qui prouvent que l'enseignement de la morale revient, in fine, à la promotion des valeurs de la classe dominante et ainsi à consolider le système établi. Ce qui revient à se demander si l'éducation intégrale est possible dans une société capitaliste. C'est un point important que nous aborderons ultérieurement.

Le principe de l'éducation intégrale a pu parfois donner lieu à des caricatures ubuesques. S'il convient effectivement de développer toutes les facettes de la personnalité de l'enfant, que penser de cette étudiante en médecine, que j'ai rencontré en Tchécoslovaquie sous le régime stalinien finissant, qui devait, durant ses

(2) Élisée Reclus - Lettre à M^{elle} Gerando - 01-01-1882.

(3) «Morale d'après les programmes officiels du 27 juillet 1909 par J. Gérard». - Librairie Ch. Delagrave Paris.

études, construire des toilettes dans une usine? On sait à quels crimes a pu aboutir la «rééducation des intellectuels par le travail».

La pédagogie libertaire s'est, comme on l'a vu, constituée en opposition à l'Éducation Nationale qui, au travers de l'éducation civique et morale, visait à l'acceptation de la morale bourgeoise par les classes populaires. D'ailleurs, les enseignants anarchistes ont le plus souvent œuvré dans des structures privées (l'*Université Libre de Bruxelles* pour Reclus, *La Ruche* de Faure...). Écoles privées, certes, mais cependant laïques et fréquemment gratuites. Car s'ils combattaient «l'*École bourgeoise*», ce n'était pas pour enseigner le dogme religieux.

Cependant, inévitablement, se pose la question de savoir si l'éducation intégrale ne peut pas, dans certains cas, aboutir à l'éclosion d'une autre morale, fut-elle socialiste ou anarchiste, également normative pour l'enfant. C'est un risque qu'il faut bien se garder d'écarter trop rapidement et la lecture de textes aux relents messianiques, bien qu'émanant de théoriciens libertaires, nous invite à la prudence. Le seul garde fou en l'occurrence, consiste à s'en tenir, autant que faire se peut, à l'instruction d'un savoir rationnel, tout en gardant à l'esprit le fait que tout acte d'enseignement comporte inévitablement un caractère éducatif. On sait l'importance qu'accordait Ferrer au caractère rationnel de l'enseignement dispensé dans son *École moderne*. Il faut dire qu'à son époque, en Espagne, le poids de l'Église catholique dans l'enseignement était écrasant.

Ce problème nous amène naturellement à nous intéresser aux méthodes d'enseignement. Elles sont basées sur la démarche scientifique, expérimentale ou hypothético-déductive qui incite à ne rien accepter pour vrai que l'on n'ait pu vérifier par le raisonnement rationnel, ou mieux encore, par sa propre expérience. Ainsi, l'élève est-il invité à construire son propre savoir, ou, plus exactement, à redécouvrir lui-même les connaissances accumulées par l'humanité pensante. Paul Robin écrivait:

«Laissez l'enfant faire lui-même ses découvertes, attendez ses questions, répondez-y sobrement, avec réserve, pour que son esprit continue ses propres efforts, gardez-vous par-dessus tout de lui imposer des idées toutes faites, banales, transmises par la routine irréfléchie et abrutissante».

On voit ici, qu'à la différence de certains didacticiens actuels qui s'efforcent de discréditer ce qu'ils appellent de façon péjorative «la pédagogie frontale», Robin ne cantonne pas l'enseignant à un rôle d'interface entre l'élève et le savoir, il est aussi celui qui maîtrise la connaissance et qui, de ce fait, est apte à répondre aux questions de l'enfant. Il reste un enseignant. En revanche, le manuel scolaire est parfois vivement critiqué.

«Vous comprenez pourquoi je hais les livres de classe. Rien n'est plus funeste à la santé intellectuelle et morale des élèves. Ils leur donnent la science comme faite, achevée, paraphée, approuvée, devenue presque une religion et en train de se changer en superstition, c'est une nourriture morte et qui tue» (4).

La lecture de récents manuels d'histoire traitant du catholicisme ne nous incite pas à plus d'indulgence.

L'instruction doit éveiller l'esprit critique et l'esprit scientifique en développant l'esprit de synthèse et la multiplicité des points de vue.

«La nature ambiante est une immense synthèse qui se présente à nous dans son infini et non partie par partie. Le Grand Art du professeur, qu'il soit professeur de géographie ou de toute autre science, est précisément de savoir montrer tout dans tout et de varier à l'infini les points de vue, afin de tenir toujours l'esprit en éveil et de lui faciliter incessamment de nouvelles conquêtes» (5).

N'est-ce pas là, résumé en une phrase le projet des encyclopédistes?

Arrivé à ce moment de notre étude des méthodes d'enseignement, nous ne pouvons faire l'économie d'une réflexion sur le principe d'autorité. Ce fut la cause de bien des confusions et de nombreuses dérives. Il est vrai que la classe fut longtemps le théâtre, d'actes de sadisme de la part de certains enseignants (sans doute plus marginaux qu'on veut bien le dire). Ces autocrates oublièrent simplement que l'enseignant n'est pas le maître de ses élèves mais maître de la connaissance afin de pouvoir la transmettre. En réaction, certains pédagogues se réclamant de l'anarchisme transformèrent la classe en forum, ou pire, en «*lieu de vie*». Le conseil des élèves décidait des «*activités*» du jour, il était interdit d'interdire, etc... Comment ne pas se rendre compte que l'adulte devenu un pair est ainsi réduit à être un vil démagogue et qu'il n'assume plus sa

(4) Élisée Reclus - Lettre à M^{elle} Gerando - 01-01-1882.

(5) Élisée Reclus - Lettre à M^{elle} Gerando - 11-01-1877.

responsabilité d'enseignant? Les hommes ne naissent pas libres, mais ils le deviennent. Les illusions rousseauistes de pédagogues libertaires qui se firent les chantres de l'école buissonnière et qui confondirent le savoir et le bon sens, font encore beaucoup de mal de nos jours.

L'instruction n'est pas une simple transmission, encore moins un héritage mais une appropriation qui nécessite donc un effort. Au fur et à mesure que les effets de l'instruction se font sentir, que l'enfant se construit, le goût d'apprendre se développe et, avec lui, le sens de l'effort. Celui-ci n'est plus appréhendé comme une contrainte mais comme la promesse d'un enrichissement de la personnalité.

«*Le vrai savoir trouve son achèvement tandis qu'il cesse d'être savoir et redevient simplicité d'une pulsion en l'homme - Volonté*» (6).

Voilà ce qu'écrivait Bakounine concernant l'autorité:

«*Le principe de l'autorité dans l'éducation des enfants constitue le point de départ naturel: il est légitime, nécessaire lorsqu'il est appliqué aux enfants en bas âge, alors que leur intelligence ne s'est pas encore ouvertement développée (...). Mais ce principe doit s'amoindrir à mesure que s'avancent l'éducation et l'instruction pour faire place à la liberté ascendante. Toute éducation rationnelle n'est au fond que cette immolation progressive de l'autorité au profit de la liberté, le but final de l'éducation devant être de former des hommes libres et pleins de respect et d'amour pour la liberté d'autrui*» (7).

L'objectif du maître n'est-il pas d'amener l'élève à pouvoir se passer de lui et de son autorité? L'élève dépassant le maître, c'est là le rêve de tout pédagogue digne de ce nom.

Nous concluons cet exposé par le problème suivant: l'œuvre éducatrice peut-elle être révolutionnaire ou doit-on attendre la Révolution sociale pour voir l'avènement de l'éducation intégrale? De nombreux théoriciens anarchistes penchèrent pour la seconde affirmation. Ce fut le cas de Proudhon, de Bakounine ou de Reclus qui, d'ailleurs, se montra peu attiré par l'instruction (n'y voyant qu'une activité rémunératrice) avant 1870.

Il semble en effet illusoire de penser changer la société par l'éducation en faisant l'économie d'une révolution sociale. D'ailleurs, peut-on appliquer tous les préceptes d'une éducation libertaire dans un régime capitaliste? Prenons pour exemple la question des diplômes, ils sont, bien sûr, inutiles dans une société socialiste antiautoritaire, mais, aujourd'hui, les supprimer reviendrait à remettre en cause les qualifications, les statuts et les conventions collectives des travailleurs. On voit d'ailleurs comment l'Éducation Nationale a «*recupéré*» certains principes de la pédagogie libertaire pour remettre en cause l'égalité républicaine devant l'instruction et la notion même de savoir. Ceci ne doit évidemment pas nous empêcher de relire les penseurs de l'Éducation anarchiste, il suffit de savoir séparer le bon grain de l'ivraie.

Christophe BITAUD.

EN VRAC...

UN CERTAIN FRANÇOIS MAURIAC

La dernière en date des biographies de François Mauriac (8) permet de faire la synthèse des informations éclatées connues de ceux qui n'étaient ni de son milieu, ni de son bord. Elle donne même envie de lire ses bouquins. Rapidement séparé d'un père mort jeune, plus agnostique que croyant fervent, il tomba sous la coupe d'une mère, certes aimante, mais catholique rigoriste. Tout en lui vouant un amour filial sans faille, il se servit de sa profession de romancier pour régler avec elle quelques comptes par personnages interposés.

Le Mauriac que nous connaissons, c'est celui du bloc-note de *l'Express* pendant la guerre d'Algérie: anticolonialiste et gaulliste. Probablement l'un des rares à n'avoir jamais douté que la grande Zora arriverait à

(6) Max Stirner: «*Le faux principe de notre éducation*».

(7) Bakounine: «*Dieu et l'État*» - 1871.

(8) Violaine Massenet (*François Mauriac*, Flammarion, Paris 2000).

mener à bien le processus de décolonisation, quels que soient les aléas du parcours.

Bien que n'ayant jamais abandonné la défense de ses intérêts de classe - c'était un propriétaire de vignobles produisant des vins fins de qualité - il choisit dès son adolescence le «*modernisme*» et maintint cette ligne jusqu'à sa mort. Avec sa personnalité. Ainsi, ayant adhéré au *Sillon* de Marc Sangnier, au début du XX^{ème} siècle, il le quitta au bout de quelques mois, quand on lui mit entre les mains un paquet de journaux à vendre à la sortie de la messe. Ce n'était pas un militant, mais il conserva des liens avec plusieurs membres du mouvement, même après la condamnation par Pie X. Il fréquenta Barrès par arrivisme, pour l'utiliser comme fusée porteuse dans le milieu littéraire parisien, mais ne soutint jamais ses opinions politiques. On le retrouve en 1936 parmi les rares intellectuels catholiques qui prirent parti pour la république espagnole contre Franco. Il existait à cette époque un hebdomadaire intitulé «*Sept*», dirigé par une équipe de dominicains qui, eux aussi, avaient choisi le «*modernisme*» et prirent des positions antifranquistes. Le Vatican les sommant de changer de ligne, ils décidèrent de saborder le périodique d'une manière plutôt... jésuite. Ils «*obéirent*» en cooptant une équipe de laïcs, dont faisait partie François Mauriac, à laquelle ils confièrent la trésorerie et le fichier des abonnés pour qu'ils puissent lancer un nouvel hebdo: «*Temps présent*». Comme par hasard, parmi les dix premiers abonnés au nouveau titre se trouvait un certain... Charles De Gaulle.

Quelle que soit la sympathie que nous inspire l'individu pour certains de ses choix politiques, nous ne devons toutefois pas oublier que le «*modernisme*», à travers des soubresauts et des révisions déchirantes, est un des piliers de la doctrine sociale de l'Église, du cléricisme social. Mauriac n'a pas soutenu la charte du travail, parce qu'il a choisi la résistance plutôt que Pétain et la collaboration, mais, à travers le gaullisme et son «*projet*» réactionnaire d'association capital-travail, il a retrouvé le «*modernisme*». Mauriac s'est servi de son talent de romancier pour, de temps en temps, camper un personnage sympathique appartenant à la mouvance des socio-cléricaux. C'était son droit de citoyen, c'est le nôtre de combattre ces positions-là, même si, en certaines circonstances, il fut un allié occasionnel.

ÉOLIENNES SAIGNANTES

La révolution gronde dans le Pays de Cau: des têtes d'œufs de la secte écologiste veulent y implanter des éoliennes. Les gens du cru affirment qu'ils ont dans le coin une bonne centrale nucléaire qui fonctionne bien et qui se fond dans le paysage et demandent pourquoi on cherche à saccager leur environnement avec ces foutus cyclopes affublés de trois bras qui tournent bruyamment et qui sont moches. A des copains qui s'inquiétaient des moyens efficaces de noyer ce projet ubuesque, je n'ai pu que suggérer de suivre l'exemple souvent donné par les sectateurs écologistes: utilisation maximum de l'arsenal juridique et éventuellement sabotage des chantiers, mais là, il ne faut pas se faire prendre, peut-être aussi amener la population pour leur botter le cul. Sans plus. En effet, on peut être accusé d'apologie du crime si on conseille de balancer les emmerdeurs par-dessus les falaises ou d'en accrocher quelques-uns aux pales de l'emblème de leur nouvelle religion.

Rayon de soleil: dans cette affaire, la secte écologiste est traversée par des courants antagonistes. En effet, les défenseurs des oiseaux gueulent comme des putois contre ces échelas qui font du hachis de piafs de toutes tailles.

DU NUAGE DE TCHERNOBYL

Le dernier réacteur nucléaire du site de Tchernobyl a été définitivement arrêté à la mi-décembre 2000. A cette occasion, on a de nouveau entendu sur les ondes radio et télé le sempiternel discours désinformateur concernant «*le nuage qui s'est arrêté à la frontière*» - accompagné de l'inévitable rire gras se voulant intelligent ... - et qui n'est qu'une forgerie de journalistes, peut-être aidés par quelques énarques inspirés.

Je mets quiconque au défi de fournir la preuve que de tels propos ont été tenus par des membres des milieux scientifiques officiels en France. Si Pellerin (l'ancien patron du SCPRI) est un pisse-froid imbu de sa science qui méprise les minables qui n'ont pas son niveau de connaissance, c'est en revanche un excellent professionnel... certes qui n'est pas doué pour... la communication. Il s'est contenté de dire que les retombées provenant du nuage n'étaient pas dangereuses pour la santé publique. Même si on conteste cette appréciation qui peut être fautive, elle ne signifie pas que le nuage «*s'est arrêté à la frontière*». Au contraire, il reconnaît qu'il y a eu des retombées sur l'hexagone. Et il y en a eu (depuis nous avons tous notre petit «*pic*» de césium 137). De Saclay et surtout de Cadarache les copains ont téléphoné au syndicat pour nous informer que les détecteurs de radioactivité, prévus pour effectuer des contrôles à la sortie des labos, se déclenchaient à leur entrée parce que leurs vêtements portaient des poussières radioactives, mais en très faible quantité, ne présentant aucun danger pour la santé des individus concernés.

Qu'a-t-il pu se passer pour que naisse ce mythe, ou plutôt ce mensonge, de l'arrêt du nuage à la frontière? Ce foutu nuage est arrivé sur la France pendant le ouïquende du premier mai; la première cohabitation avait commencé depuis quelques semaines, les énarques des nouveaux cabinets ministériels n'avaient

pas fini d'essuyer les plâtres et pour les permanences du oui-qui on choisit en général les «bizuts». La panique régnait à l'Est où des teutonnes effrayées se faisaient avorter.

Les journalistes - qui n'y connaissent pas grand chose - cherchant à s'informer, ont trouvé devant eux des zigotos bafouillant qui n'y connaissaient rien. Il a probablement suffi que l'un dise, en plaisantant: «c'est comme si le nuage s'est arrêté à la frontière»? et que le bizut énarque de service, tout heureux qu'on lui propose une manière de ne pas perdre la face, réponde en bégayant «O-ou-oui». Et vogue la galère! Le premier journaliste plaisantait, les suivants se sont pris très au sérieux, et la secte écologiste de faire monter la mayonnaise. Ce n'est qu'une hypothèse, mais elle me paraît bien vraisemblable.

Quoi qu'il en soit, le Khmer vert Nick Mamère a été condamné, le 11 octobre 2000, pour diffamation publique envers le professeur Pierre Pellerin, suite à des propos relatifs à la réalité et aux conséquences sanitaires du passage du nuage de Tchernobyl sur la France, propos tenus le 23 octobre 1999 sur *France 2* lors de l'émission «*Tout le monde en parle*». Bien sûr que c'est pas bien de se réjouir du malheur de son prochain, mais un Khmer vert n'est pas mon prochain. En outre, pour une fois, c'est un mauvais journaliste qui se fait épingle. Et la solidarité des autres mauvais journalistes a pu être observée: s'il vous est parvenu une information, concernant cette condamnation, venant d'une télé, d'une radio ou d'un journal hexagonaux, faites-le nous savoir. Probable que le nuage cette fois s'est bien arrêté à la frontière.

UN FIEFFÉ RÉACTIONNAIRE

Vous vous souvenez de ce qu'on pense ici du néoclérical José Bové, ce va-de-la gueule qu'on voudrait nous faire prendre pour un révolutionnaire dernier cri. Son bouquin est à relire comme le «nouveau testament» il est aussi débile et à la relecture on découvre des âneries qu'on n'avait pas remarquées la fois précédente. Par exemple, cette énormité (qui était l'objectif de Pol Pot): «...l'amélioration matérielle en soi n'a, à mon avis, aucun intérêt. Je vivais aussi bien ici quand je n'avais ni l'eau ni l'électricité ni le téléphone. On passe plus ou moins de temps à faire certaines tâches, mais ce n'est pas un problème». Probable que mes ascendants qui étaient tous des paysans à partir des bisaïeux, lui botteraient volontiers le cul, eux, qui n'ont jamais eu l'eau courante, qui ont longtemps attendu l'électricité et qui n'ont pas pu s'offrir le téléphone.

Quant au mouvement ouvrier, n'importe quel de ses membres ne peut que conclure que cet olibrius est un fieffé réactionnaire, un ennemi de classe.

NOUS DISONS ET ÉCRIVONS «LAÏQUE»

Il vous est peut-être déjà arrivé de vous faire reprendre par un clérical vous donnant la leçon à propos du mot «laïque» qui, selon eux, ne saurait être que le féminin de «laïc». En effet, dans le vocabulaire d'une société cléricale, donc moyenâgeuse, un «laïc» est un croyant qui n'est pas prêtre et sa femelle est une «laïque». Ce sens est toujours valide aujourd'hui. Mais les langues évoluent, prises qu'elles sont dans les remous de la société, et depuis plus d'un siècle il existe des «partisans de l'école laïque» qui, par une transformation langagière qui porte en rhétorique un nom que j'ai oublié, sont devenus des «laïques», au masculin comme au féminin. Autre transformation, peut-être concomitante, peut-être plus récente, le mot laïque masculin-féminin s'applique plus généralement aux partisans de la laïcité des institutions.

Ne croyez pas que je coupe des poils du cul en quatre. La sémantique joue un rôle majeur en politique. Étant un malpensant, je ne crois pas que c'est par hasard que les néocléricaux qui dirigent «*La Croix*, «*Télérama*, «*Le Monde*», etc..., et qui ne sont pas sans influence dans les écoles de journalisme, s'obligent à continuer d'utiliser «laïc» au lieu de «laïque».

Alors qu'un des leurs, de plus de notoriété et de talent, mais aussi qui savait prendre ses distances avec son milieu, François Mauriac, utilisait déjà le mot «laïque» au sens défini ci-dessus dès 1937:

««Sept» n'était concevable qu'avec les Dominicains, dont la présence et la direction rendaient possible la formule typique selon laquelle s'y articulaient le temporel et le religieux. «Temps présent» est un journal laïque, dirigé et composé par des laïques complètement indépendants de tout ordre religieux» (2).

Certains mots sont des drapeaux, des signes de reconnaissance ou d'allégeance volontaire ou involontaire. Voir l'insistance des cléricaux pour nous doper au suppositoire de leur «personne humaine».

Marc PRÉVÔTEL

(9) François Mauriac (*Temps Présent*, 15 novembre 1937).

DE UTILITATIS DES DIVERSES REFONDATIONS...

LA REFONDATION SOCIALE

Le syndicat-parti MEDEF œuvre, main dans la main avec le syndicat des planches et des clous appelé CFDT (comprendre Confédération Française Divinement Traitée par les media et le MEDEF), pour la refondation sociale, bidule corporatiste issu des circonvolutions cérébrales de Mussolini et de Pétain. Ça passe par le PARE et autres tentatives d'intégration des syndicats dans l'appareil d'état (du moins, ce qui reste de l'État-nation, c'est-à-dire ce qui est utile à l'application des ordres de Bruxelles, subsidiarité oblige) comme le financement public des syndicats.

LA REFONDATION SYNDICALE

Cette refondation dite sociale (tiens, tiens, comme la république de Salo de Mussolini...) se double d'une refondation syndicale, qui passe par la CES, *Confédération Européenne des Satrapes* dont les syndicats nationaux adhérents ne sont, pour l'*Union Européenne*, que les domaines impériaux de Bruxelles avec les secrétaires généraux comme procureurs. Cette création de l'*Union Européenne* (le temps de la CES, syndicat continental de la CISL, est bien révolu) n'a d'autre but que d'appliquer le principe unique cher au Vatican, appelé dans ce cas unicité syndicale. Le «*Tous ensemble, tous ensemble*» entendu à Nice en ce début décembre sonne comme une homélie célébrant le genou mis à terre par le syndicalisme soumis aux ordres des bureaucrates totalitaires de l'U.E. Les missi dominici du *Saint Empire Romain Germanique*, Notat, Thibaut... ont porté haut le flambeau du corporatisme, avec peut-être, en tout cas apparemment pas contre l'avis de certains responsables de F.O. qui y participaient. Cette mascarade d'unité mais véritable concrétisation du pseudo-syndicalisme, idéologie totalitaire masquant mal sa filiation avec les faisceaux, s'est faite grâce à l'appui sans faille d'ATTAC, suppôt d'une sorte de capitalisme de gauche, qui n'est pas sans rappeler les rapports ambigus existant entre le catholicisme et l'argent, de la *Confédération Paysanne*, émanation cléricale destinée à représenter les idées obscurantistes du Vatican dans certains domaines de la Science. Bref, que manque-t-il? La refondation politique!

LA REFONDATION POLITIQUE

Si l'on veut bien se donner la peine d'y réfléchir, cette gauche plurielle n'est en fait que l'application de l'unicité syndicale dans le domaine politique. Celle unicité politique s'exprime évidemment à l'assemblée nationale. Tel député s'exprime contre l'application de cette directive européenne, il s'empressera de s'en aller juste avant le vote. Et l'on arrive à accepter cette directive avec une poignée de farouches défenseurs du totalitarisme européen. La démocratie, y compris bourgeoise, impose une représentation politique des classes dans un cadre permettant la libre confrontation des intérêts de chacun pour, soi-disant, faire avancer l'intérêt général. Est-ce possible quand l'assemblée nationale n'est plus que le valet subsidiaire de l'*Union Européenne*? Peut-on envisager un parti politique style troisième république représentant «*authentiquement*» la classe ouvrière dans le cadre politique actuel, dicté depuis un autre pays par des fonctionnaires d'un supra-état antidémocratique? Peut-être... si on lui assigne clairement ses buts... Que signifie la «*prise du pouvoir*» dans les conditions actuelles? Quel est le pouvoir «*à prendre*»? Le délabrement des institutions nationales permet-il d'espérer qu'en ayant une quelconque majorité électorale à diverses élections, l'on soit capable d'infléchir le cours de l'histoire que nous préparent les cardinaux de l'*Union Européenne* aidés des diacres et sous-diacres du mal nommé «*parlement*» européen? Les notions «*d'unité des partis ouvriers*» ou/et encore «*d'unité des partis de gauche*» ont-elles encore un sens? Si oui, quels sont ces partis? Où s'arrête la gauche mais surtout où commence-t-elle? Quelles sont les différences programmatiques entre ce nouveau parti et ceux qui existent déjà? On doit répondre à ces questions pour ne pas se fourvoyer dans l'impasse dans laquelle sont, a priori, les partis politiques actuels.

Ou alors...

Ou alors faut-il réfléchir à une nouvelle conception de parti, rassemblant les démocrates de tout bord, pour mettre à bas l'édifice théocratique mis en place par les vrais sociaux-chrétiens style Adenauer ou faux sociaux-démocrates à la Mitterrand? Telle est la question. En tout cas, il faut que ces sabellinistes très tendances, pour qui le principe unique tient du cerbère de Bruxelles et dont la trinité se décline sous la forme des refondations sociale, syndicale et politique, sachent que la résistance s'amplifie.

Christian PIERALLI

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.

Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP 515-14 C Nantes

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Directeur de publication: Alexandre HÉBERT
